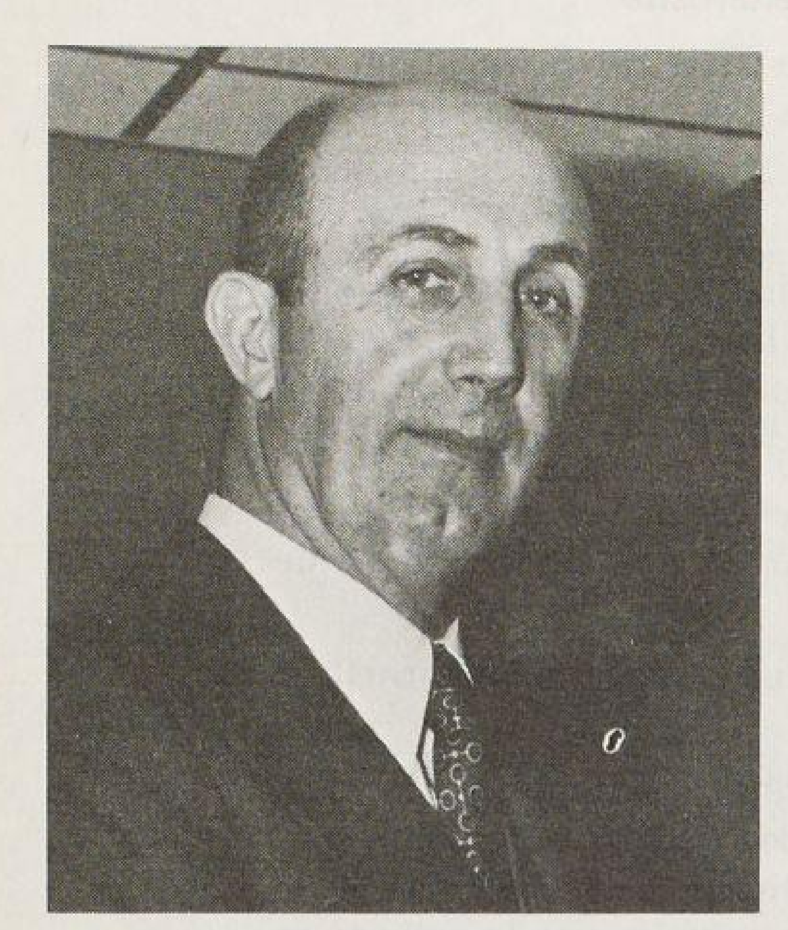
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 ET 19 MARS 1978

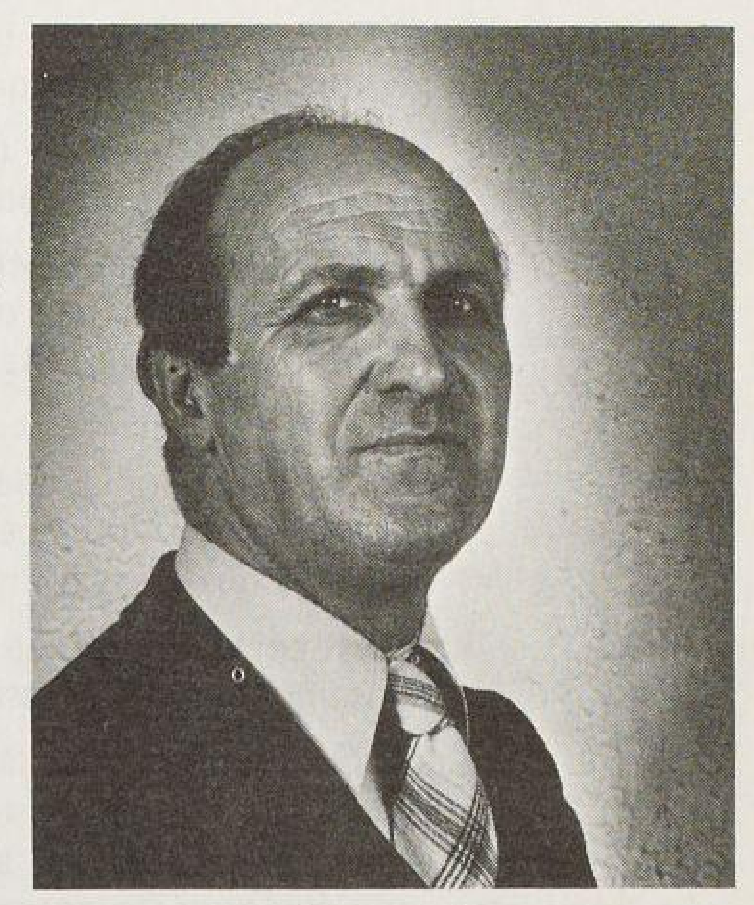
3e CIRCONSCRIPTION DE LA HAUTE-GARONNE



André TURCAT

Pilote d'essais
Commandeur de la Légion d'Honneur
Ancien adjoint au Maire de Toulouse
(Logement social)

Candidat unique de la MAJORITÉ



Suppléant

Jules CORDEIL

Exploitant agricole
Maire de Mourvilles-Hautes (Canton de Revel)

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Dans quelques jours, le sort de la France sera fixé. Il risque de l'être sans retour si le programme commun est vainqueur, puisque P C et P S ont clairement dit au moins une chose : dès les premières semaines, des mesures irréversibles seront prises dans le sens de la collectivisation.

Alors, il faut voir bien clair, parce que c'est chacun de nous qui décidera le 12 et le 19 Mars.

Justement, dans notre circonscription, le choix est clair.

D'un côté, le socialisme. Et peu importe qu'il soit divisé au départ entre P C et P S. Il ne s'agit plus aujourd'hui de reconduire ou de refuser un député sortant que je n'ai jamais attaqué dans sa personne (et je regrette qu'il n'adopte pas la même conduite envers moi). Il s'agit, cette fois, de donner ou non aux partis socialo-communistes le pouvoir.

De mon côté, je me présente à vous comme candidat unique des grandes formations de la majorité.

Les autres candidatures, tout respectables qu'elles puissent être, ne peuvent attirer que de petites fractions de l'opinion parce qu'elles ne s'intéressent qu'à de petites fractions du problème politique et du grand choix de la France.

Pas de confusion par conséquent.

Dans les multiples rencontres d'hommes à hommes au travers de la circonscription, dans le choix de mon suppléant aujourd'hui, je pense que vous avez pu me juger indépendamment de mon étiquette politique, sur l'examen de vos problèmes et sur les options profondes que j'ai faites et que je vous propose dans le cadre du manifeste de la majorité. Et puis vous me connaissiez déjà par mon activité dans cette grande industrie aéronautique. Peut-être aussi par mon mandat d'adjoint au Maire de Toulouse pour l'habitat social, si vous avez eu besoin de vous adresser à la Mairie pour obtenir un logement.

Voulez-vous maintenant réfléchir un instant sur le socialisme auquel vous êtes peut-être habituellement attaché, ou bien dans lequel vous voyez un certain idéal.

Dans le mot socialisme, il y a social. On y met aussi des idées de générosité.

— Est-ce de la vraie générosité de promettre une élévation si brutale du S M I C et des prestations sociales que beaucoup d'entreprises seront obligées de fermer leurs portes ?

— Est-ce de la vraie générosité de les surimposer à mort ? De leur ôter la compétitivité qui leur permet d'exporter ?

— Est-ce de la vraie générosité de créer des emplois de fonctionnaires (qui serviront à quoi ?) que l'on n'aura pas de quoi payer ? Ou plutôt de payer tout le monde avec des francs inévitablement réduits à de la monnaie de singe par les charges nouvelles inscrites au budget de l'Etat ?

— Est-ce du social, de la liberté, l'obligation de passer par le syndicat bien noyauté pour choisir "démocratiquement" toute chose, ou par l'office foncier chargé d'acquérir et de louer les terres, et d'imposer ses règles en toute chose ?

— Est-ce la liberté, la banque unique, l'hôpital unique, l'école unique de la maternelle à l'enseignement professionnel ?

Alors franchement, la Ve République a fait mieux, et nous préférons sa générosité plus authentique qui a réussi à doubler le niveau de vie, ou la proportion des enfants de milieux modestes dans l'enseignement supérieur, qui a porté le budget social au niveau du budget même de l'Etat, et développé la formation professionnelle, qui a su allier la démocratie avec la solidité et l'efficacité.

Nous demandons à la Ve République encore bien d'autres choses :

— De ne pas tolérer le chômage.

— De faciliter davantage la création des entreprises.

— De tenir l'administration à sa juste place.

— D'égaliser mieux les chances des Françaises et des Français.

— De mieux orienter les jeunes vers un métier.

— De promouvoir les inadaptés sociaux.

— De mieux insérer les handicapés dans notre société.

— D'améliorer la qualité de l'emploi et le cadre de vie.

— D'affermir l'autorité de l'Etat, car il n'y a pas de liberté dans le désordre et l'insécurité.

Nous savons que nous pouvons y parvenir comme nous sommes parvenus au progrès social dans notre société de liberté.

Les promesses de nos adversaires partisans du programme commun aboutissent à la distribution égalitaire de la pénurie. Nous savons que c'est, au contraire, en créant des biens que l'on peut les distribuer parce que progresser c'est d'abord créer.

C'est pour vous servir dans cet esprit que je me présente à vos suffrages.

Votre candidat,

André TURCAT.

Imp. SODINO s.a. Toulouse